



# FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de

*l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

[libre.pensee@fnlp.fr](mailto:libre.pensee@fnlp.fr) – <https://www.fnlp.fr>

## – COMMUNIQUÉ DE PRESSE –

### ***Les fossoyeurs de la liberté d'expression ou les oppresseurs des consciences***

La Loi liberticide dite « **Séparatisme** » du 24 août 2021, qui met la **Liberté d'association, d'expression, de manifestation** sous le boisseau des agressions d'**Emmanuel Macron**, agent du **Capital financier** et de destruction de tout ce qui constitue la **Démocratie, les libertés et le Progrès social**, ne devait pas suffire à quelques **factotum de la Réaction**, véritables paillassons du **Macronisme**.

C'est ainsi que l'on voit le **Parti Socialiste** prêter la main aux **Républicains** pour servir la soupe à **Emmanuel Macron** dans ses menés liberticides. L'objectif est de mettre en œuvre une véritable **idéologie d'Etat formatée et liberticide**. (Voir présentation de deux propositions de loi ci-dessous)

La Libre Pensée ne cesse de le rappeler : **toute idéologie d'Etat est liberticide et totalitaire par essence**. Selon l'expression excellente de **Francis de Pressensé**, alors Président de la **Ligue des Droits de l'Homme** en 1905, **la liberté de conscience** (la laïcité), **c'est quand l'Etat s'arrête devant la conscience**.

La Libre Pensée le rappellera avec force **le 9 décembre**, à l'occasion de l'anniversaire de la **loi de Séparation des Eglises et de l'Etat de 1905** : Quand la **Loi « Séparatisme »** s'ingère dans les consciences, pour forcer tout le monde à penser la même chose, dire la même chose, faire la même chose, cela s'appelle une **Dictature**.

Elle vise à formater la société et ceux et celles qui la composent par la mise en place d'une **Idéologie d'Etat**, les **individus, les associations, les syndicats, les partis, les Obédiences maçonniques, les Eglises** doivent tous dire la même chose, penser la même chose, faire les mêmes choses.

On appelle cela « **les valeurs de la République** », que les mêmes sont incapables de définir. On fait marcher les jeunes au pas par le **SNU**, on veut leur imposer le port de l'uniforme, on vote des budgets militaires ahurissants, alors que l'on prive la société d'écoles, d'hôpitaux, de logements et même de nourriture.

On veut rendre **l'extase obligatoire** devant le **Drapeau tricolore** et la **Marseillaise** dont les traces dans **l'Histoire** furent sanglantes et assassines. A une époque, on appelait cela le **bourrage de crâne**. Quand on amène les gens à la Guerre que l'on veut rendre inévitable, alors il faut les enrôler de force dans un **conditionnement des esprits**. La **Loi « Séparatisme »** est faite pour « **rééduquer** » tous les déviants, comme on le faisait naguère dans les **camps des Régimes totalitaires**.

Cela s'appelle aussi inculquer une **idéologie d'Etat** et gare aux **hérétiques**, le Gouvernement va les réprimer pénalement, tel est l'objectif assigné et avoué par certains totalitaires. **Williams Shakespeare** disait : « *L'hérétique n'est pas celui qui brule sur le bûcher, mais celui qui l'allume* ». C'est la **guerre aux hérétiques** qui a été décidée par ce Gouvernement, comme d'autres au **Moyen-Âge** menaient la **chasse aux Sorcières**.

## **Deux propositions de loi : c'est la liberté de conscience et de la presse qu'on assassine !**

● Le **Sénat** s'apprête à examiner la **proposition de loi n°21** d'un groupe de sénateurs visant à réprimer pénalement « *l'antisionisme* », présentée par **Stéphane Le Rudulier**, des **Républicains**.

Voici son **Exposé de motifs** : « *Les propos tenus par plusieurs personnalités et forces politiques en présence ces derniers jours s'agissant du conflit israélo-palestinien révèlent que l'existence et la légitimité d'un État d'Israël ne fait toujours pas l'unanimité et souffre d'infâmes contestations qu'il est à présent impératif de réprimer sur le plan pénal. Non seulement d'un point de vue symbolique, mais surtout, pour faire comprendre que contester l'existence d'Israël est tout aussi condamnable que l'antisémitisme.*

*Derrière la vitrine antisioniste se cache l'hydre antisémite. Dans le discours politique comme dans certains esprits, l'antisionisme est utilisé pour contourner l'accusation d'antisémitisme, condamnable en France. L'antisionisme est en réalité un antisémitisme qui ne dit pas son nom.*

*Par conséquent, la présente proposition de loi vise à compléter le cadre pénal sanctionnant l'antisionisme. L'objectif est de venir réprimer toute opinion qui contesterait le **droit d'Israël d'exister en tant qu'État**, mais également le **fait d'injurier l'État d'Israël**, qui n'est autre qu'un moyen dissimulé de tenir des propos antisémites. Cette proposition de loi pénalise également le fait de provoquer à la haine et à la violence envers l'État d'Israël. »*

## **Depuis quand, en démocratie, une loi peut-elle imposer une soumission à l'existence d'un État et empêcher sa critique ?**

Le **Libre Penseur Bernard Lecache**, qui combattait le **sionisme**, dira que revendiquer un territoire particulier pour le **Peuple juif**, c'est lui interdire d'être bien chez lui partout dans le monde. C'est l'assigner à résidence. **Et une assignation à résidence est toujours une prison**. Il se prononçait en conséquence contre toute existence d'un « **Etat Juif** ». Les **Inquisiteurs** vont-ils poursuivre pénalement, à titre posthume, et bruler sur un bucher sur la place de Grève, le **fondateur de la LICRA** ?

**En démocratie**, on peut combattre cette monstruosité qu'est l'**Antisémitisme** sans passer sous les fourches caudines d'un « **Etat** » fabriqué de toute pièce basé sur le vol des terres d'un peuple opprimé et qui assassine le **Peuple palestinien**. L'**Antisémitisme** est un délit de racisme, le refus du **sionisme** est une position politique. Assimiler une position politique à un délit, c'est ce qu'ont toujours fait les régimes totalitaires de **Mussolini, Franco, Hitler, Pétain, Staline**.

Constatons aussi la profonde hypocrisie des initiateurs de cette proposition de loi. Pour escamoter

deux questions :

- Les **Arabes** ne sont-ils pas aussi des **Sémites** ? Dans ce cas, l'**Antisémitisme** s'applique aussi à eux.
- La qualification de « **sémites** » pour tous les **Juifs** dans le monde est largement remise en cause aujourd'hui avec l'avancée des travaux sur l'ethnologie.

Mais comme le véritable objectif de cette loi n'est pas de défendre les **Juifs**, mais de pourfendre les **Musulmans** et ceux qui refusent de les vouer aux gémonies, alors on met en avant la question de l'**antisémitisme**, en lieu et place de l'**Antisémitisme**. Voilà pourquoi les xénophobes de droite, d'extrême-droite comme de gauche, substituent les mots pour mieux cacher leurs véritables intentions.

°0°

## **Une deuxième proposition de loi liberticide**

Selon **Reporterre**, le **Média de l'Ecologie** du 21 juillet 2023 : Le groupe, piloté par **Stéphane Delautrette (Parti socialiste, PS)**, réunit des représentants de tous les partis présents à l'**Assemblée**, sauf **Les Républicains (LR)** et le **Rassemblement national (RN)**. Il va débiter des auditions en septembre dans le but de déposer une proposition de loi « *relative au traitement médiatique des enjeux environnementaux* », possiblement en décembre.

La présentation du projet, devant un public de près de 200 personnes, a pris la forme d'un débat sur la façon dont les médias traitent les questions écologiques. Pour **Eva Morel**, coprésidente de **Quota Climat** et attachée parlementaire de **Sandrine Le Feur (Renaissance)**, « *il y a encore trop de climatoscepticisme dans les médias* ».

Que lui faut-il ? Toutes les chaînes de télé, presque toutes les radios, **Le Monde** et d'autres grands journaux matraquent la population du matin au soir et à longueur de colonnes avec la question du climat vue par le **GIEC**, culpabilisant chaque citoyen sur les "*petits gestes*" pour "*sauver la planète*". Ce n'est pas encore assez ? Il faudrait empêcher toute voix discordante, y compris scientifique de s'exprimer. " Parce que le déluge médiatique, ce n'est pas vraiment les méchants "*climatosceptiques*".

**Libération** du 29 septembre 2023 commente : «*La liberté de la presse s'arrête là où commence la lutte contre le dérèglement climatique*» : telle est l'entame **de l'article que l'éditorialiste du Figaro Judith Waintraub** a consacré, le 21 septembre, au projet de proposition de loi portée par deux associations et un groupe transpartisan de députés (hors **RN**) sur «*la responsabilité des médias dans le traitement des enjeux environnementaux et de durabilité*».

Un groupe qui, selon **Waintraub**, «*veut expurger les médias de tout ce qui s'apparente, selon ses membres, à du climatoscepticisme*». Concrètement, poursuit-elle, «*les médias ne pourraient plus, par exemple, consacrer du temps d'antenne à des livres comme Climat, la part d'incertitude, de Steven Koonin [...] qui conteste les publications du GIEC [...] sur l'imminence de la catastrophe à venir*».

Ancien conseiller scientifique dans **l'administration Obama**, **Steven Koonin** rejette en effet l'idée d'un consensus scientifique autour de la question climatique dans un livre traduit en français en 2022, dont il a fait récemment la promotion en France. Le scientifique avait fait l'objet d'un **article signé par Judith Waintraub** dans **le Figaro** en novembre 2022.

Deux jours plus tard, c'est **le polémiste Mathieu Bock-Côté qui dénonçait sur CNews** cette initiative : «*L'institutionnalisation politique de ce qu'ils appellent le consensus scientifique, c'est la meilleure manière de créer une forme de judiciarisation du débat climatique et une*

*forme de censure dans le débat public. [...] Si je dis que le rôle de la France dans le réchauffement climatique est relativement mineur, est-ce que je fais du **climatoscepticisme** ? Si je dis que je veux conserver ce modèle de développement économique [incompatible avec le climat], est-ce que je bascule dans le climatoscepticisme ? [...] **C'est une proposition de loi autoritaire, pour ne pas dire totalitaire.** Un régime à idéologie officielle est un régime idéocratique.»*

°0°

***Avec Voltaire, la Libre Pensée déclare :***  
***Aujourd'hui, comme hier, il faut écraser l'Infâme !***  
***Il faut défendre la liberté de conscience !***  
***Il faut sauver la liberté d'expression et de la presse !***  
***Il faut abroger la loi « Séparatisme » !***

La Bastille, le 4 décembre 2023